



RAPPORT DE GESTION

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2011	2
MESURE ADDITIONNELLE SELON LES IFRS	3
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUEBECOR	7
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ	12
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	23
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	28
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	35

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Quebecor inc. (« Quebecor » ou la « Société ») couvre les principales activités du troisième trimestre 2011 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Tel qu'expliqué à la note 1 des états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2011, les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada qui étaient précédemment utilisés pour préparer les états financiers consolidés ont été remplacés avec l'adoption des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») le 1^{er} janvier 2011. Ainsi, les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2011 ont été préparés conformément aux IFRS, en particulier selon l'IAS 34. Les données comparatives de 2010 ont aussi été redressées.

Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire. Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés résumés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2010. Il devrait également être lu en parallèle avec l'information additionnelle et le détail des ajustements aux données comparatives de 2010, relativement à l'adoption des IFRS, expliqués à la note 17 des états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2011.

Quebecor est une société de gestion détenant une participation de 54,7 % dans Quebecor Media inc. (« Quebecor Media »), l'un des plus importants conglomerats de médias du Canada. Les filiales de Quebecor Media exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Médias d'information, Télédiffusion, Loisir et divertissement et Technologies et communications interactives. Quebecor Media déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés médias.

Au cours du deuxième trimestre 2011, certains portails spécialisés ont été transférés du secteur Médias d'information au secteur Télécommunications. En conséquence, les données financières sectorielles de la Société des périodes précédentes ont été reclassées afin de refléter ce changement.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2011

- Le chiffre d'affaires de Quebecor a atteint 1,01 G\$ au troisième trimestre 2011, soit une hausse de 44,9 M\$ (4,6 %), principalement en raison de la croissance soutenue du secteur Télécommunications.
- Ajout de 168 700 unités de service¹, soit la plus forte croissance trimestrielle depuis l'acquisition de Vidéotron ltée (« Vidéotron ») par Quebecor Media en 2000 et une hausse de 79,9 % par rapport à la croissance enregistrée au trimestre correspondant de 2010. Cette importante augmentation s'explique notamment par l'efficacité des stratégies de commercialisation des services combinés, dont le service de téléphonie mobile, dans un contexte marqué par la fin de l'utilisation des ondes hertziennes pour la diffusion des signaux télévisuels analogiques.
 - Augmentation nette de 43 500 clients en télédistribution, dont 77 700 nouveaux clients recrutés au service numérique, ce qui représente la plus forte croissance trimestrielle en télédistribution depuis mars 1999 et la plus forte croissance au service numérique depuis le lancement du service.
 - Hausse de 39 900 clients au service d'accès Internet, soit la plus forte croissance des trois dernières années.
 - Un total de 37 800 clients de plus en téléphonie par câble, c'est-à-dire la meilleure performance depuis deux ans.
 - Ajout de 47 500 lignes à la téléphonie mobile, soit la plus forte croissance trimestrielle depuis le lancement de ce service.
- Au 30 septembre 2011, 253 900 lignes avaient été activées sur le réseau 4G de Vidéotron, dont 181 200 nouvelles activations et 72 700 migrations provenant du réseau d'exploitants de réseau mobile virtuel (« ERMV »). Au 30 septembre 2011, le réseau 4G de Vidéotron était offert à plus de six millions de personnes au Québec et dans l'est de l'Ontario.
- Le bénéfice d'exploitation du secteur Télécommunications a progressé de 10,9 M\$ (4,1 %) au troisième trimestre 2011, en dépit des coûts additionnels encourus pour l'exploitation du nouveau service de téléphonie mobile.

¹ La somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet et de téléphonie par câble à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

- Les résultats du sondage NADbank 2010/11 pour la période de septembre 2010 à juin 2011 confirment que *Le Journal de Montréal* compte un lectorat hebdomadaire de 1 194 400 lecteurs, soit 371 600 lecteurs de plus que son plus proche concurrent et son lectorat affiche une hausse de 16 % chez la clientèle des 18-24 ans. En outre, le sondage NADbank 2010/11 confirme une hausse de 45 000 lecteurs pour le quotidien gratuit *24 heures*, soit 8,1 % de plus qu'au sondage précédent. Le *24 heures* compte désormais 599 600 lecteurs par semaine, enregistrant ainsi sa meilleure performance des 10 dernières années.
- Le 31 août 2011, Réseau Quebecor Media inc. (« Réseau Quebecor Media ») a lancé Le Sac Plus. En plus de distribuer l'ensemble des journaux régionaux de Quebecor Media, Le Sac Plus contient chaque semaine du matériel publicitaire comme des circulaires, des dépliants promotionnels, de l'échantillonnage de produits et d'autres promotions à valeur ajoutée. En outre, Réseau Quebecor Media a conclu une entente avec Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. dans le but d'assurer la distribution des circulaires de la chaîne de pharmacies dans Le Sac Plus à compter du 5 octobre 2011. Cette entente s'ajoute au contrat déjà annoncé au deuxième trimestre 2011 pour l'impression de cette circulaire par Imprimerie Quebecor Media inc., ce qui témoigne de la complémentarité de l'offre multiproduit du secteur Médias d'information.
- Le 12 septembre 2011, Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») a procédé au lancement de la chaîne TVA Sports, dont la programmation comprend, entre autres, des ententes avec les Sénateurs d'Ottawa, les Blue Jays de Toronto, l'Impact de Montréal, InterBox, l'Ultimate Fighting Championship® (UFC), la Ligue de hockey junior majeur du Québec et la Ligue canadienne de hockey.
- Le 12 septembre 2011, Nurun inc. (« Nurun ») a annoncé l'acquisition d'une agence de communication numérique située à San Francisco, aux États-Unis. Cette agence regroupe une équipe multidisciplinaire de plus de 60 personnes qui possède une expertise en promotion de marques et en développement de produits interactifs. Elle compte parmi ses clients des entreprises telles que Google, Electronic Arts, Tesla Motors et Sony Electronics.
- Finalement, Quebecor déploiera son plan d'affaires pour la gestion d'un amphithéâtre multifonctionnel qui doit être opérationnel en septembre 2015, à la suite de la signature des ententes finales avec la Ville de Québec au début du mois de septembre dernier. Quebecor réitère son objectif de faire l'acquisition d'une franchise de la Ligue Nationale de Hockey pour cette enceinte, en plus d'y présenter des événements et spectacles de grande envergure.

MESURE ADDITIONNELLE SELON LES IFRS

Bénéfice d'exploitation

Dans l'analyse de ses résultats d'exploitation, la Société utilise le bénéfice d'exploitation, tel que présenté dans son état consolidé résumé des résultats, pour évaluer son rendement financier. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure n'est pas affectée par la structure du capital ou les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité. En outre, le bénéfice d'exploitation constitue un élément important des régimes de rémunération incitatifs de la Société. Le bénéfice d'exploitation est identifié comme une mesure additionnelle selon les IFRS.

Auparavant, le bénéfice d'exploitation était une mesure non normalisée selon les PCGR du Canada. La Société définissait le bénéfice d'exploitation comme le bénéfice net conformément aux PCGR du Canada, avant l'amortissement, les frais financiers, le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, le gain (la perte) sur refinancement de dettes, les impôts sur le bénéfice et le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

La mesure du bénéfice d'exploitation telle qu'utilisée par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Quebecor Media et le revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA ») ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux et le gain (la perte) sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice, et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies élimine l'effet des éléments inhabituels ou non récurrents. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Quebecor.

Tableau 1

Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés (en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	40,0 \$	56,1 \$	135,9 \$	162,4 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(34,4)	79,0	(27,9)	69,7
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(2,9)	(12,6)	(19,0)	(13,7)
Gain (perte) sur refinancement de dettes	2,7	–	(6,6)	(12,3)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	7,6	(17,6)	13,7	(11,6)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	13,1	(21,9)	19,5	(15,8)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	26,1 \$	83,0 \$	115,6 \$	178,7 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation du taux d'imposition applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de la planification fiscale.

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. Lorsque la Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, elle fournit un rapprochement avec le bénéfice d'exploitation dans la même section du rapport.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Quebecor Media

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs (cf. « Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs »), moins la portion monétaire de la charge d'intérêt et de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, plus ou moins les impôts exigibles, les autres encaissements (déboursés) et la variation nette des actifs et passifs d'exploitation. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Quebecor Media. Les flux de trésorerie libres liés à l'exploitation représentent les fonds disponibles dans Quebecor Media pour les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie libres liés à l'exploitation ne sont pas une mesure de liquidités établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Quebecor Media avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de cette filiale.

Tableau 2

Rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Quebecor Media avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de cette filiale (en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies (tableau 3)	152,5 \$	89,5 \$	75,1 \$	174,4 \$
Acquisitions d'immobilisations	208,7	190,6	578,2	485,6
Acquisitions d'actifs incorporels	21,4	21,2	60,3	65,6
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif ¹	(2,5)	(2,3)	(7,5)	(49,6)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	380,1 \$	299,0 \$	706,1 \$	676,0 \$

¹ En 2010, les données pour la période de neuf mois incluent la vente de certains actifs corporels dans le secteur Médias d'information.

Revenu mensuel moyen par abonné

Le RMPA est un indicateur utilisé dans l'industrie pour mesurer les revenus mensuels générés pour la télévision par câble, l'accès Internet et la téléphonie par câble et mobile par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet et de téléphonie par câble et mobile par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période considérée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUEBECOR

Comparaison des troisièmes trimestres 2011 et 2010

Revenus de 1,01 G\$, en hausse de 44,9 M\$ (4,6 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (55,4 M\$ ou 10,0 % des revenus du secteur) et Technologies et communications interactives (7,5 M\$ ou 33,5 %).
- Diminution dans les secteurs Télédiffusion (5,0 M\$ ou -5,3 %), Loisir et divertissement (3,8 M\$ ou -4,9 %) et Médias d'information (3,3 M\$ ou -1,4 %).

Bénéfice d'exploitation de 319,7 M\$, en baisse de 12,3 M\$ (-3,7 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (10,9 M\$ ou 4,1 % du bénéfice d'exploitation du secteur) et Technologies et communications interactives (2,0 M\$ ou 166,7 %).
- Baisse dans les secteurs Télédiffusion (10,1 M\$ ou -77,1 %), Médias d'information (8,9 M\$ ou -23,4 %) et Loisir et divertissement (0,8 M\$ ou -6,5 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Quebecor Media a entraîné un écart favorable de 1,1 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au troisième trimestre 2011, par rapport à la même période de 2010. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Quebecor a entraîné un écart défavorable de 4,1 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au troisième trimestre 2011.
- Si l'on exclut l'impact de la charge de rémunération à base d'actions consolidée et si l'on redresse les chiffres des périodes antérieures pour donner un effet rétroactif au renversement au quatrième trimestre 2009 de la provision cumulative pour droits de licence de la partie II du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), le bénéfice d'exploitation est en baisse de 2,8 % au troisième trimestre 2011, contre une hausse de 7,8 % à la même période de 2010.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 26,1 M\$ (0,41 \$ par action de base), contre 83,0 M\$ (1,29 \$ par action de base) au troisième trimestre 2010, soit une baisse de 56,9 M\$ (0,88 \$ par action de base).

- Cette diminution s'explique surtout par :
 - une perte sur évaluation et conversion d'instruments financiers de 34,4 M\$ enregistrée au troisième trimestre 2011, comparativement à un gain de 79,0 M\$ au même trimestre de 2010, soit un écart défavorable de 113,4 M\$;
 - la hausse de 33,0 M\$ de la charge d'amortissement ;
 - la baisse de 12,3 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
 - la hausse de 4,7 M\$ des frais financiers.

Contrebalancées par :

- un écart favorable de 9,7 M\$ au chapitre de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 40,0 M\$ au troisième trimestre 2011 (0,63 \$ par action de base), contre 56,1 M\$ (0,87 \$ par action de base) au troisième trimestre 2010, soit une baisse de 16,1 M\$ (0,24 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 131,0 M\$, contre 98,0 M\$ au même trimestre de 2010, soit une hausse de 33,0 M\$ qui s'explique essentiellement par l'impact des importants investissements en immobilisations réalisés en 2010 et au cours des neuf premiers mois de 2011 dans le secteur Télécommunications, dont le début de l'amortissement des immobilisations et des licences relatives au réseau 4G, à la suite de son lancement en septembre 2010.

Frais financiers de 83,4 M\$, en hausse de 4,7 M\$.

- Cette augmentation s'explique principalement par :
 - la hausse des taux d'intérêt de base et l'impact sur le taux moyen de la dette du rééquilibrage entre les portions à taux fixe et à taux variable ;
 - une variation défavorable du taux de change sur les éléments d'exploitation au montant de 3,8 M\$.

Perte sur évaluation et conversion d'instruments financiers de 34,4 M\$ au troisième trimestre 2011, contre un gain de 79,0 M\$ à la même période de 2010, soit un écart défavorable de 113,4 M\$.

- Cet écart s'explique essentiellement par la variation défavorable de la juste valeur des options de règlement anticipé, inscrite au troisième trimestre 2011, contre une variation favorable au troisième trimestre 2010, due dans les deux cas à la fluctuation des taux d'intérêt et des primes de crédit.

Charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux de 2,9 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 12,6 M\$ au troisième trimestre 2010, soit un écart favorable de 9,7 M\$.

- Dans le cadre de la mise en service de son réseau 4G, le secteur Télécommunications a enregistré au troisième trimestre 2011 une charge de 0,3 M\$ relativement aux frais de migration, contre 4,9 M\$ au troisième trimestre 2010.
- Une charge nette pour restructuration des activités d'exploitation de 2,0 M\$ a été enregistrée dans le secteur Médias d'information au troisième trimestre 2011 en relation avec les programmes de réduction d'effectifs, comparativement à 1,5 M\$ pour le même trimestre de 2010. De plus, une charge hors caisse de 3,5 M\$ pour dépréciation de certains actifs avait été enregistrée au troisième trimestre 2010.
- En 2010, la Société avait décidé de mettre fin aux activités de la chaîne de télévision généraliste Sun TV dès la mise en ondes du nouveau service spécialisé Sun News Network (« Sun News »). Conformément à ce repositionnement, le secteur Télédiffusion avait enregistré au troisième trimestre 2010 une charge de dépréciation d'actifs de 1,9 M\$ sur certains équipements et droits de diffusion, contre une charge de dépréciation d'actifs de 0,3 M\$ inscrite au troisième trimestre 2011. De plus, une charge de 0,8 M\$ pour restructuration d'autres activités d'exploitation du secteur Télédiffusion avait été enregistrée au troisième trimestre 2010.
- Au troisième trimestre 2011, d'autres éléments spéciaux de 0,3 M\$ ont été enregistrés dans d'autres secteurs.

Gain sur refinancement de dettes de 2,7 M\$ au troisième trimestre 2011, contre aucun à la même période de 2010.

- Au cours du troisième trimestre 2011, Vidéotron a remboursé et retiré un montant en capital de 255,0 M\$US de ses billets de premier rang émis et en circulation portant intérêt à 6 7/8 % et échéant en 2014, et a réglé les contrats de couverture afférents, pour une contrepartie en espèce totale de 303,1 M\$. Cette transaction a entraîné un gain sur refinancement de dettes de 2,7 M\$.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 21,4 M\$ (taux d'imposition effectif de 30,3 %) au troisième trimestre 2011, contre 63,2 M\$ (taux d'imposition effectif de 28,5 %) au troisième trimestre 2010.

- L'écart favorable de 41,8 M\$ s'explique surtout par la baisse du bénéfice avant impôts.

Comparaison des neuf premiers mois de 2011 et de 2010

Revenus de 3,06 G\$, en hausse de 146,7 M\$ (5,0 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (158,3 M\$ ou 9,7 % des revenus du secteur), Technologies et communications interactives (14,8 M\$ ou 21,1 %) et Loisir et divertissement (1,8 M\$ ou 0,9 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (5,2 M\$ ou -0,7 %) et Télédiffusion (0,9 M\$ ou -0,3 %).

Bénéfice d'exploitation de 972,5 M\$, en baisse de 1,8 M\$ (-0,2 %).

- Recul dans les secteurs Médias d'information (30,5 M\$ ou -22,8 % du bénéfice d'exploitation du secteur) et Télédiffusion (15,8 M\$ ou -34,6 %).
- Hausse dans les secteurs Télécommunications (20,0 M\$ ou 2,6 %), Loisir et divertissement (2,7 M\$ ou 16,6 %) et Technologies et communications interactives (1,9 M\$ ou 54,3 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Quebecor Media a entraîné un écart favorable de 12,7 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au cours des neuf premiers mois de 2011, par rapport à la même période de 2010. La juste valeur des options était en baisse au cours des neuf premiers mois de 2011, comparativement à une hausse au cours de la période correspondante de 2010. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Quebecor a entraîné un écart favorable de 22,8 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société pour les neuf premiers mois de 2011.

- Si l'on exclut l'impact de la charge de rémunération à base d'actions consolidée et si l'on redresse les chiffres des périodes antérieures pour donner un effet rétroactif au renversement au quatrième trimestre 2009 de la provision cumulative pour droits de licence de la partie II du CRTC, le bénéfice d'exploitation affiche une baisse de 3,7 % au cours des neuf premiers mois de 2011, contre une hausse de 10,0 % à la même période de 2010.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 115,6 M\$ (1,80 \$ par action de base), contre 178,7 M\$ (2,78 \$ par action de base) pour les neuf premiers mois de 2010, soit une baisse de 63,1 M\$ (0,98 \$ par action de base).

- Cette diminution s'explique surtout par :
 - un écart défavorable de 97,6 M\$ au chapitre des pertes et gains sur évaluation et conversion d'instruments financiers ;
 - la hausse de 94,8 M\$ de la charge d'amortissement ;
 - la hausse de 5,3 M\$ de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- la baisse de 5,7 M\$ de la perte sur refinancement de dettes.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 135,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011 (2,12 \$ par action de base), contre 162,4 M\$ (2,52 \$ par action de base) à la même période de 2010, soit une baisse de 26,5 M\$ (0,40 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 374,0 M\$, soit une hausse de 94,8 M\$, qui s'explique essentiellement par la même raison que celle mentionnée dans la comparaison des troisièmes trimestres 2011 et 2010.

Frais financiers de 245,2 M\$, en hausse de 2,7 M\$.

- Cette hausse s'explique principalement par :
 - la hausse des taux d'intérêt de base et l'impact sur le taux moyen de la dette du rééquilibrage entre les portions à taux fixe et à taux variable.

Contrebalancée en partie par :

- une variation favorable du taux de change sur les éléments d'exploitation au montant de 2,9 M\$.

Perte sur évaluation et conversion d'instruments financiers de 27,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre un gain de 69,7 M\$ à la même période de 2010, soit un écart défavorable de 97,6 M\$ expliqué essentiellement par les mêmes raisons que celles mentionnées dans la comparaison des troisièmes trimestres 2011 et 2010.

Charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux de 19,0 M\$, contre 13,7 M\$ à la même période de 2010, soit un écart défavorable de 5,3 M\$.

- Dans le cadre de la mise en service de son réseau 4G, le secteur Télécommunications a enregistré au cours des neuf premiers mois de 2011 une charge de 14,8 M\$ relativement aux frais de migration, par rapport à 4,9 M\$ pour la même période de 2010. Un gain de 2,8 M\$ lié à l'aliénation d'éléments d'actif avait également été enregistré dans le secteur Télécommunications au cours des neuf premiers mois de 2010.
- Une charge nette pour restructuration des activités d'exploitation de 2,0 M\$ en relation avec des programmes de réduction d'effectifs a été enregistrée dans le secteur Médias d'information au cours des neuf premiers mois de 2011, comparativement à 4,6 M\$ pour la même période de 2010. Une charge de dépréciation d'actifs incorporels de 0,9 M\$ a été enregistrée dans ce secteur pour les neuf premiers mois de 2011, contre 3,5 M\$ à la même période de 2010, tandis que certains actifs avaient été vendus en 2010, résultant en un gain net de 4,9 M\$.
- Une charge de dépréciation d'actifs de 0,6 M\$ avait été enregistrée dans le secteur Télédiffusion au cours des neuf premiers mois de 2011, contre une charge de 7,6 M\$ inscrite à la même période de 2010 liée essentiellement au repositionnement de Sun TV. De plus, une charge pour restructuration d'autres activités d'exploitation de 0,8 M\$ avait été enregistrée au cours des neuf premiers mois de 2010.
- Pour les neuf premiers mois de 2011, d'autres éléments spéciaux de 0,7 M\$ ont été enregistrés dans d'autres secteurs.

Perte sur refinancement de dettes de 6,6 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre une perte de 12,3 M\$ à la même période de 2010.

- Le 18 juillet 2011, Vidéotron a remboursé et retiré un montant en capital de 255,0 M\$US de ses billets de premier rang émis et en circulation portant intérêt à 6 7/8 % et échéant en 2014, et a réglé les contrats de couverture afférents, pour une contrepartie en espèce totale de 303,1 M\$. Cette transaction a entraîné un gain sur refinancement de dettes de 2,7 M\$.
- Le 15 février 2011, Corporation Sun Media a remboursé et retiré la totalité de ses billets de premier rang à un taux de 7 5/8 %, d'un montant en capital global de 205,0 M\$US, et a réglé les contrats de couvertures afférents, représentant une contrepartie en espèces totale de 308,2 M\$. Cette transaction a entraîné une perte sur refinancement de dettes de 9,3 M\$.
- Le 14 janvier 2010, Quebecor Media avait prépayé des sommes tirées sur son prêt à terme « B » pour un montant total de 170,0 M\$US et réglé une partie correspondante de ses contrats de couverture afférents pour une contrepartie en espèces totale de 206,7 M\$. Cette transaction avait entraîné une perte sur refinancement de dettes de 10,4 M\$.
- En mai 2010, Osprey Media Publishing Inc. (« Osprey Media ») avait remboursé le solde de sa facilité de crédit à terme et avait réglé les contrats de couverture afférents pour une contrepartie totale en espèces de 116,3 M\$. Cette transaction avait entraîné une perte sur refinancement de dettes de 1,9 M\$.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 81,2 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,1 %) pour les neuf premiers mois de 2011, comparativement à 137,6 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,7 %) à la même période de 2010.

- L'écart favorable de 56,4 M\$ s'explique surtout par la baisse du bénéfice avant impôts.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Quebecor Media

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Quebecor Media de 152,5 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 89,5 M\$ à la même période de 2010 (tableau 3).

- Cet écart favorable de 63,0 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart favorable de 86,4 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par la baisse des débiteurs dans les secteurs Médias d'information et Télédiffusion, dont la récupération des retards à la suite du règlement du conflit de travail de Postes Canada, ainsi que par l'écart favorable au chapitre des revenus différés dans le secteur Télécommunications ;
 - la baisse de 4,9 M\$ des impôts exigibles ;
 - la diminution de 4,0 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés par :

- l'augmentation de 18,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations, surtout attribuable aux investissements du secteur Télécommunications dans son réseau 4G et dans la modernisation de son réseau filaire ;
- la baisse de 9,4 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
- la hausse de 8,2 M\$ de la portion monétaire de la charge d'intérêt.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Quebecor Media de 75,1 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 174,4 M\$ à la même période de 2010 (tableau 3).

- Cet écart défavorable de 99,3 M\$ s'explique principalement par :
 - l'augmentation de 92,6 M\$ des acquisitions d'immobilisations, surtout attribuable aux investissements du secteur Télécommunications dans son réseau 4G et dans la modernisation de son réseau filaire ;
 - un écart défavorable de 42,1 M\$ au chapitre du produit de l'aliénation d'éléments d'actif, essentiellement attribuable à la vente de certains actifs corporels dans le secteur Médias d'information pour les neuf premiers mois de 2010 ;
 - la baisse de 20,9 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
 - la hausse de 9,3 M\$ de la portion monétaire de la charge d'intérêt ;

- l'augmentation de 7,8 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- l'écart favorable de 70,8 M\$ au chapitre des impôts exigibles.

Tableau 3

**Flux de trésorerie libres liés à l'exploitation des activités poursuivies de Quebecor Media
(en millions de dollars canadiens)**

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs :				
Télécommunications	64,2 \$	67,0 \$	226,1 \$	280,6 \$
Médias d'information	25,3	33,7	88,0	162,4
Télédiffusion	(5,5)	8,5	4,0	30,6
Loisir et divertissement	7,9	9,8	11,2	7,1
Technologies et communications interactives	2,7	0,8	1,7	1,5
Siège social et autres	(0,1)	2,2	2,6	1,7
	94,5	122,0	333,6	483,9
Portion monétaire de la charge d'intérêt ¹	(78,6)	(70,4)	(226,3)	(217,0)
Portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(3,2)	(7,2)	(18,1)	(10,3)
Impôts exigibles	(0,2)	(5,1)	4,9	(65,9)
Autres	2,9	(0,5)	1,5	0,9
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	137,1	50,7	(20,5)	(17,2)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	152,5 \$	89,5 \$	75,1 \$	174,4 \$

¹ Intérêts sur la dette à long terme, effet de change sur les éléments d'exploitation et autres frais d'intérêt.

Tableau 4

**Rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs avec le bénéfice d'exploitation de Quebecor Media
(en millions de dollars canadiens)**

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice d'exploitation	322,1 \$	331,5 \$	964,6 \$	985,5 \$
Acquisitions d'immobilisations	(208,7)	(190,6)	(578,2)	(485,6)
Acquisition d'actifs incorporels	(21,4)	(21,2)	(60,3)	(65,6)
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif ¹	2,5	2,3	7,5	49,6
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs	94,5 \$	122,0 \$	333,6 \$	483,9 \$

¹ En 2010, les données pour la période de neuf mois incluent la vente de certains actifs corporels dans le secteur Médias d'information.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011

Revenus de 611,6 M\$, soit une progression de 55,4 M\$ (10,0 %).

- Revenus totaux des services de télédistribution de 252,7 M\$, une croissance de 13,4 M\$ (5,6 %) principalement due à l'augmentation des revenus par client, dont l'impact de la hausse de certains tarifs, à l'impact de la croissance de la clientèle, au succès des forfaits haute définition (« HD »), ainsi qu'à la hausse des commandes à la télévision payante.
- Revenus des services d'accès Internet de 175,7 M\$, en hausse de 14,7 M\$ (9,2 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'augmentation de la clientèle, la hausse de certains tarifs et la migration des clients vers des forfaits de services plus performants.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 109,8 M\$, soit une hausse de 6,5 M\$ (6,3 %) provenant surtout de la progression de la clientèle et du nombre de lignes à ce service.
- Revenus du service de téléphonie mobile de 31,7 M\$, une progression de 19,2 M\$ (153,6 %) due pour l'essentiel à la croissance de la clientèle, notamment en raison du lancement du nouveau réseau en septembre 2010.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 15,4 M\$, en hausse de 0,3 M\$ (2,0 %), surtout attribuable à une croissance des revenus provenant des solutions réseau.
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 13,9 M\$, une hausse de 0,9 M\$ (6,9 %) principalement due à l'augmentation des ventes d'appareils mobiles.
- Revenus de Le SuperClub Vidéotron Itée (« Le SuperClub Vidéotron ») de 5,2 M\$, soit un recul de 0,4 M\$ (-7,1 %) surtout attribuable à la fermeture de deux magasins au deuxième trimestre 2011, à une baisse des revenus de location dans les magasins comparables et à une diminution des redevances provenant des franchisés.
- Revenus autres de 7,3 M\$, en hausse de 0,7 M\$ (10,6 %).

RMPA de Vidéotron de 104,33 \$ au troisième trimestre 2011, contre 96,04 \$ à la même période de 2010, soit une croissance de 8,29 \$ (8,6 %).

Statistiques de clientèles

Unités de service – Au 30 septembre 2011, le nombre total d'unités de service s'établissait à 4 588 100, soit une hausse de 168 700 (3,8 %) par rapport au trimestre précédent, contre une augmentation de 93 800 au troisième trimestre 2010 (tableau 5). Cette addition nette de 168 700 unités de service correspond à la plus forte croissance trimestrielle depuis l'acquisition de Vidéotron par Quebecor Media en octobre 2000 et représente une hausse de 79,9 % par rapport à la croissance enregistrée au trimestre correspondant de 2010. Cette solide performance s'explique par l'efficacité des stratégies de commercialisation des services combinés, dont le service de téléphonie mobile, dans un contexte de changement technologique relatif à la diffusion des signaux télévisuels. Le nombre total d'unités de service a augmenté de 358 800 (8,5 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2011. Les unités de service représentent l'addition des clients des services de télédistribution, d'accès Internet et de téléphonie par câble, auxquels est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

Télédistribution – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a augmenté de 43 500 clients (2,4 %) au troisième trimestre 2011, contre une augmentation de 20 500 clients au même trimestre de 2010, et a augmenté de 42 200 clients pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2011 (tableau 5). Il s'agit de la plus forte croissance trimestrielle absolue de clientèle aux services de télédistribution depuis mars 1999. À la fin du troisième trimestre 2011, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 844 200 clients, soit un taux de pénétration des résidences de 69,7 %, en regard de 69,2 % un an auparavant (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 647 700 résidences à la fin de septembre 2011, contre 2 603 700 résidences un an plus tôt).

- Au 30 septembre 2011, le service de télé numérique desservait 1 348 100 clients. Ce service a recruté 77 700 clients au troisième trimestre 2011, en hausse de 6,1 %, contre une progression de 40 300 clients au troisième trimestre 2010. L'ajout de 77 700 clients au service de télé numérique correspond à un record de recrutement de clientèle pour un seul trimestre depuis le lancement du service. Sur une période de 12 mois, le service de télé numérique a recruté 165 800 clients (14,0 %). Au 30 septembre 2011, le taux de pénétration des résidences par le service illico télé numérique s'élevait à 50,9 %, contre 45,4 % un an plus tôt.

- La migration du service de télédistribution analogique vers le numérique est la principale raison expliquant la baisse de 34 200 clients (-6,4 %) au service de télédistribution analogique au troisième trimestre 2011 (contre une baisse de 19 800 clients au troisième trimestre 2010). Sur une période de 12 mois, le service de télédistribution analogique a subi un recul de 123 600 clients (-19,9 %).

Accès Internet – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 306 400 au 30 septembre 2011, en hausse de 39 900 clients (3,2 %) par rapport au trimestre précédent (contre une hausse de 32 100 clients au troisième trimestre 2010). Il s'agit de la plus forte croissance trimestrielle absolue de clientèle à ce service depuis trois ans, soit le troisième trimestre 2008. Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2011, le service d'accès Internet par câble a recruté 72 600 clients (5,9 %) (tableau 5). Au 30 septembre 2011, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences de 49,3 %, en regard de 47,4 % un an plus tôt.

Téléphonie par câble – Au 30 septembre 2011, ce service comptait 1 179 400 clients, en hausse de 37 800 clients (3,3 %) par rapport au trimestre précédent (contre une progression de 32 800 clients au troisième trimestre 2010). C'est la plus importante croissance de clientèle en nombre absolu pour un seul trimestre depuis deux ans, soit le troisième trimestre 2009. Ce service a recruté 81 300 clients (7,4 %) depuis la fin du troisième trimestre 2010 (tableau 5). Au 30 septembre 2011, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences de 44,5 %, contre 42,2 % un an plus tôt.

Téléphonie mobile – Au 30 septembre 2011, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 258 100, soit une augmentation de 47 500 lignes (22,6 %) par rapport à la fin du trimestre précédent (contre une hausse de 8 400 lignes au troisième trimestre 2010). Il s'agit de la plus forte croissance trimestrielle de clientèle depuis la création de ce service. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 162 700 (170,5 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2011. Depuis le lancement du nouveau réseau mobile le 9 septembre 2010, 253 900 lignes ont été activées sur le réseau 4G, dont 181 200 nouvelles activations et 72 700 migrations provenant du réseau d'ERMV.

Tableau 5

Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres (en milliers de clients)

	Sept. 2011	Jun 2011	Mars 2011	Déc. 2010	Sept. 2010	Jun 2010	Mars 2010	Déc. 2009
Télédistribution :								
Analogique	496,1	530,3	564,9	592,0	619,7	639,5	665,6	692,9
Numérique	1 348,1	1 270,4	1 243,7	1 219,6	1 182,3	1 142,0	1 119,9	1 084,1
	1 844,2	1 800,7	1 808,6	1 811,6	1 802,0	1 781,5	1 785,5	1 777,0
Internet par câble	1 306,4	1 266,5	1 263,6	1 252,1	1 233,8	1 201,7	1 191,6	1 170,6
Téléphonie par câble	1 179,4	1 141,6	1 129,8	1 114,3	1 098,1	1 065,3	1 043,0	1 014,0
Téléphonie mobile ¹	258,1	210,6	164,7	136,1	95,4	87,0	85,3	82,8
Total (unités de service)	4 588,1	4 419,4	4 366,7	4 314,1	4 229,3	4 135,5	4 105,4	4 044,4

¹ En milliers de lignes.

Bénéfice d'exploitation de 275,4 M\$, en hausse de 10,9 M\$ (4,1 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
 - l'impact de la hausse des revenus.
- Contrebalancé en partie par :
 - la hausse des frais d'exploitation, dont les coûts liés à la mise en place du réseau 4G comprenant les coûts d'acquisition d'environ 476 \$ par nouvelle ligne (soit les coûts directs, y compris les frais de ventes, de publicité et de marketing, ainsi que les subventions sur les appareils) et les coûts généraux liés à l'exploitation des sites ;
 - certains frais d'exploitation qui étaient capitalisés au cours de la période de mise en place du nouveau réseau de services mobiles, expliquant aussi l'écart défavorable des frais d'exploitation du troisième trimestre 2011 lorsque comparé à la même période de 2010.

- Si l'on exclut la variation de la charge liée au régime de rémunération à base d'actions et si l'on redresse les chiffres de toutes les périodes antérieures pour donner effet à l'ajustement au quatrième trimestre 2009 des droits de licence de la partie II du CRTC, le bénéfice d'exploitation du secteur a augmenté de 4,4 % au troisième trimestre 2011, contre une hausse de 10,9 % à la même période de 2010.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 55,0 % au troisième trimestre 2011, contre 52,4 % à la même période de 2010.

- Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse des coûts d'exploitation liée à la mise en place du réseau 4G, contrebalancée en partie par l'impact de la hausse de certains tarifs. Au cours des premiers mois suivant un lancement, les revenus générés par un nouveau produit comme la téléphonie mobile ne sont pas suffisants pour couvrir l'accroissement des dépenses dont, dans le cas du réseau 4G, les frais d'acquisition par nouvelle ligne et la charge d'amortissement.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2011

Revenus de 1,80 G\$, soit une hausse de 158,3 M\$ (9,7 %) essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux mentionnés dans l'analyse des résultats du troisième trimestre.

- Revenus totaux des services de télédistribution de 750,9 M\$, soit une hausse de 46,2 M\$ (6,6 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 515,0 M\$, en hausse de 37,0 M\$ (7,7 %).
- Revenus du service de téléphonie par câble de 325,2 M\$, soit une hausse de 22,2 M\$ (7,3 %).
- Revenus du service de téléphonie mobile de 78,5 M\$, en hausse de 42,2 M\$ (116,3 %).
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 46,5 M\$, en hausse de 2,8 M\$ (6,4 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 42,2 M\$, une hausse de 7,2 M\$ (20,6 %).
- Revenus de Le SuperClub Vidéotron de 15,5 M\$, en baisse de 1,2 M\$ (-7,2 %).
- Revenus autres de 22,2 M\$, en hausse de 2,0 M\$ (9,9 %).

RMPA de Vidéotron de 102,32 \$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 94,68 \$ à la même période de 2010, en hausse de 7,64 \$ (8,1 %).

Statistiques de clientèle

Unités de service – Hausse de 274 000 unités de service (6,4 %) au cours des neuf premiers mois de 2011, contre une augmentation de 184 900 unités de service à la même période de 2010, soit une hausse de 48,2 %.

Télédistribution – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a augmenté de 32 600 clients (1,8 %) au cours des neuf premiers mois de 2011, contre une hausse de 25 000 clients à la même période de 2010.

- Hausse de 128 500 clients (10,5 %) au service de télé numérique pour les neuf premiers mois de 2011, contre une augmentation de 98 200 clients à la même période de 2010.
- Le service de télédistribution analogique a perdu 95 900 clients (-16,2 %), contre une perte de 73 200 clients dans les neuf premiers mois de 2010.

Accès Internet – Un total de 54 300 nouveaux clients, soit une hausse de 4,3 %, ont été recrutés au service d'accès Internet par câble, contre 63 200 clients à la période correspondante de 2010.

Téléphonie par câble – Augmentation de 65 100 clients (5,8 %) au cours des neuf premiers mois de 2011, contre une progression de 84 100 clients à la même période de 2010.

Téléphonie mobile – Augmentation de 122 000 lignes, soit une hausse de 89,6 %, au cours des neuf premiers mois de 2011, contre une augmentation de 12 600 lignes à la même période de 2010.

Bénéfice d'exploitation de 804,1 M\$, en hausse de 20,0 M\$ (2,6 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
 - l'impact de la hausse des revenus ;
 - la variation favorable de 10,6 M\$ de la charge liée au régime de rémunération à base d'actions.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse des frais d'exploitation, dont les coûts liés à la mise en place du réseau 4G comprenant les coûts d'acquisition d'environ 476 \$ par nouvelle ligne (soit les coûts directs, y compris les frais de ventes, de publicité et de marketing, ainsi que les subventions sur les appareils) et les coûts généraux liés à l'exploitation des sites ;
 - certains frais d'exploitation qui étaient capitalisés au cours de la période de mise en place du nouveau réseau de services mobiles, expliquant aussi l'écart défavorable des frais d'exploitation des neuf premiers mois de 2011 lorsque comparé à la même période de 2010 ;
 - les promotions sur la vente de terminaux numériques.
- Si l'on exclut la variation de la charge liée au régime de rémunération à base d'actions et si l'on redresse les chiffres de toutes les périodes antérieures pour donner effet à l'ajustement au quatrième trimestre 2009 des droits de licence de la partie II du CRTC, le bénéfice d'exploitation du secteur a augmenté de 1,2 % au cours des neuf premiers mois de 2011, contre une hausse de 12,7 % à la même période de 2010.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 55,2 % pour les neuf premiers mois de 2011, contre 52,1 % à la même période de 2010. Les coûts d'exploitation en proportion des revenus ont connu une augmentation pour les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 64,2 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 67,0 M\$ à la même période de 2010, soit une diminution de 2,8 M\$ (tableau 6).

- La hausse de 10,9 M\$ du bénéfice d'exploitation a été contrebalancée par l'augmentation de 13,6 M\$ des acquisitions d'immobilisations, attribuable pour l'essentiel aux investissements dans le réseau 4G et dans la modernisation du réseau filaire.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 226,1 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 280,6 M\$ à la même période de 2010 (tableau 6), soit une baisse de 54,5 M\$ expliquée surtout par l'augmentation de 75,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations pour les mêmes raisons que celles mentionnées dans l'analyse des résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011, contrebalancée en partie par la hausse de 20,0 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Tableau 6 : Télécommunications
Flux de trésorerie d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice d'exploitation	275,4 \$	264,5 \$	804,1 \$	784,1 \$
Acquisitions d'immobilisations	(195,8)	(182,2)	(536,2)	(460,8)
Acquisitions d'actifs incorporels	(16,1)	(16,4)	(45,0)	(48,2)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,7	1,1	3,2	5,5
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs	64,2 \$	67,0 \$	226,1 \$	280,6 \$

Médias d'information

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011

Revenus de 235,2 M\$, en baisse de 3,3 M\$ (-1,4 %).

- Revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 19,6 %, revenus publicitaires en baisse de 2,6 %, dont l'impact négatif du contexte économique défavorable, et revenus de tirage en baisse de 6,1 %.
- Les revenus des quotidiens urbains ont diminué de 5,6 %, tandis que ceux des journaux régionaux ont augmenté de 2,4 %. En excluant les acquisitions d'entreprises, les revenus des journaux régionaux ont diminué de 3,3 %.
- Les revenus des portails ont augmenté de 11,5 %, dû pour l'essentiel à la variation des revenus intercompagnies.

Bénéfice d'exploitation de 29,1 M\$, en baisse de 8,9 M\$ (-23,4 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
 - l'impact de la baisse des revenus des quotidiens urbains et des journaux régionaux comparables ;
 - la hausse de certains frais d'exploitation, dont les frais liés au lancement de journaux régionaux au Québec ;
 - l'écart défavorable lié aux investissements dans Réseau Quebecor Media et Quebecor MediaPages ;
 - l'écart défavorable de 4,7 M\$ sur le plan des crédits d'impôts multimédias sur la main-d'œuvre.
- Contrebalancés en partie par :
 - l'incidence favorable de la rationalisation des avantages postérieurs à la retraite pour un montant de 5,8 M\$;
 - la contribution des entreprises acquises.
- En excluant l'impact de la charge de rémunération à base d'actions ainsi que les investissements dans Réseau Quebecor Media et Quebecor MediaPages, la baisse du bénéfice d'exploitation au troisième trimestre 2011 s'est établie à 13,2 %, contre une baisse de 8,8 % à la même période de 2010.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 87,6 % au troisième trimestre 2011, contre 84,1 % à la même période de 2010.

- Cette hausse s'explique surtout par :
 - les investissements dans le lancement de nouveaux journaux régionaux au Québec, Réseau Quebecor Media et Quebecor MediaPages ;
 - l'impact défavorable lié à la composante fixe des coûts d'exploitation (qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus).

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2011

Revenus de 742,8 M\$, en baisse de 5,2 M\$ (-0,7 %).

- Revenus publicitaires stables, revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 6,7 % et revenus de tirage en baisse de 7,4 %.
- Les revenus des quotidiens urbains ont diminué de 3,9 %, tandis que ceux des journaux régionaux ont augmenté de 2,5 %. En excluant les acquisitions d'entreprises, les revenus des journaux régionaux ont diminué de 3,2 %.
- Les revenus des portails ont diminué de 4,5 %, dû pour l'essentiel à une baisse des revenus des portails spécialisés, expliquée surtout par une diminution des revenus de publicité, et par le transfert à la filiale Nurun des activités intercompagnies de création de site Web.

Bénéfice d'exploitation de 103,1 M\$, en baisse de 30,5 M\$ (-22,8 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
 - l'impact de la baisse des revenus comparables ;
 - la hausse de certains frais d'exploitation, dont les frais liés au lancement de journaux régionaux au Québec ;
 - l'écart défavorable lié aux investissements dans Réseau Quebecor Media et Quebecor MediaPages ;
 - l'impact de la hausse du prix du papier de 3,5 M\$.

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence favorable de la rationalisation des avantages postérieurs à la retraite pour un montant de 5,8 M\$;
 - la variation favorable de 3,8 M\$ liée au régime de rémunération à base d'actions ;
 - l'écart favorable de 3,5 M\$ sur le plan des crédits d'impôts multimédias sur la main-d'œuvre ;
 - la contribution des entreprises acquises.
- En excluant l'impact de la charge de rémunération à base d'actions, ainsi que les investissements dans Réseau Quebecor Media et Quebecor MediaPages, la baisse du bénéfice d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2011 s'est établie à 13,9 %, contre une hausse de 8,8 % à la même période de 2010.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 86,1 % pour les neuf premiers mois de 2011, contre 82,1 % à la même période de 2010. Cet écart s'explique surtout par les mêmes écarts défavorables que ceux évoqués ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011, contrebalancés en partie par les réductions de coûts liées aux régimes de rémunération et aux crédits d'impôts sur la main-d'œuvre.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 25,3 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 33,7 M\$ au même trimestre de 2010 (tableau 7).

- Cette baisse de 8,4 M\$ s'explique surtout par la diminution de 8,9 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 88,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 162,4 M\$ à la même période de 2010 (tableau 7).

- Cette baisse de 74,4 M\$ s'explique surtout par un écart défavorable de 39,0 M\$ au chapitre du produit de l'aliénation d'éléments d'actif, lié surtout à la vente de certains actifs corporels au deuxième trimestre 2010, et par l'écart défavorable de 30,5 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Tableau 7 : Médias d'information
Flux de trésorerie d'exploitation
 (en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice d'exploitation	29,1 \$	38,0 \$	103,1 \$	133,6 \$
Acquisitions d'immobilisations	(2,9)	(3,7)	(11,3)	(7,0)
Acquisitions d'actifs incorporels	(2,7)	(1,8)	(8,1)	(7,5)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif ¹	1,8	1,2	4,3	43,3
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs	25,3 \$	33,7 \$	88,0 \$	162,4 \$

¹ En 2010, les données pour la période de neuf mois incluent la vente de certains actifs corporels.

Autres développements depuis la fin du deuxième trimestre 2011

Le 30 août 2011, Corporation Sun Media a lancé deux nouveaux hebdomadaires : *L'Écho de Trois-Rivières* et *L'Écho de Shawinigan*. Cette opération témoigne de la volonté de Quebecor Media d'élargir son réseau de journaux régionaux et d'investir dans le développement de l'information régionale au Québec.

Télédiffusion

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011

Revenus de 89,3 M\$, en baisse de 5,0 M\$ (-5,3 %).

- Les revenus des activités de télévision ont diminué de 3,8 M\$, ce qui s'explique surtout par :
 - le recul des revenus publicitaires compte tenu du repositionnement de la chaîne généraliste Sun TV à la suite de la création de Sun News ;
 - la baisse des revenus de TVA Films en raison de la sortie d'un plus grand nombre de titres à succès au troisième trimestre 2010, dont le film *Piché : Entre ciel et terre* ;
 - la baisse des revenus publicitaires du Réseau TVA, dont l'impact négatif du contexte économique au cours des derniers mois.

Contrebalancés en partie par :

- l'augmentation des revenus publicitaires et d'abonnement aux chaînes spécialisées ;
- la progression des revenus de TVA Accès et TVA Boutiques.
- Les revenus totaux d'édition ont diminué de 1,6 M\$, surtout en raison d'une baisse des revenus en kiosque et des revenus publicitaires.

Bénéfice d'exploitation de 3,0 M\$, en baisse de 10,1 M\$ (-77,1 %).

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en baisse de 10,2 M\$, qui s'explique surtout par :
 - les pertes d'exploitation durant la période de démarrage des chaînes spécialisées Sun News, TVA Sports et Mlle ;
 - la hausse des coûts de contenus du Réseau TVA et des chaînes spécialisées, attribuable à la production de certaines émissions et à la stratégie de programmation ;
 - l'impact de la baisse des revenus publicitaires.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en hausse de 0,1 M\$ par rapport au troisième trimestre 2010.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 96,6 % au troisième trimestre 2011, contre 86,1 % à la même période de 2010. Cette augmentation des coûts en proportion des revenus s'explique surtout par l'augmentation des frais d'exploitation liés au lancement des nouvelles chaînes spécialisées Sun News, TVA Sports et Mlle, et par la hausse des coûts de contenus.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2011

Revenus de 313,9 M\$, en baisse de 0,9 M\$ (-0,3 %).

- Les revenus des activités de télévision ont augmenté de 2,6 M\$, ce qui s'explique surtout par :
 - la hausse des revenus de production et de vidéo sur demande du Réseau TVA, de même que l'augmentation de ses revenus publicitaires ;
 - l'augmentation des revenus publicitaires et d'abonnement des chaînes spécialisées ;
 - la progression des revenus de TVA Accès.

Contrebalancées en partie par :

- le recul des revenus publicitaires compte tenu du repositionnement de la chaîne généraliste Sun TV à la suite de la création de Sun News ;
- la baisse des revenus de TVA Films en raison de la sortie d'un plus grand nombre de titres à succès au cours des neuf premiers mois de 2010 ;
- la diminution des revenus de TVA Boutiques.
- Les revenus totaux d'édition ont diminué de 3,4 M\$, surtout en raison d'une baisse des revenus en kiosque et des revenus publicitaires.

Bénéfice d'exploitation de 29,9 M\$, en baisse de 15,8 M\$ (-34,6 %).

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en baisse de 14,6 M\$, qui s'explique surtout par :
 - les pertes d'exploitation durant la période de démarrage des chaînes spécialisées Sun News, TVA Sports et Mlle ;
 - la hausse des coûts de contenus du Réseau TVA et des chaînes spécialisées attribuable à la production de certaines émissions et à la stratégie de programmation.

Contrebalancées en partie par :

- l'impact de la croissance des revenus publicitaires et d'abonnement aux chaînes spécialisées.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en baisse de 1,2 M\$, qui s'explique principalement par l'impact de la baisse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 90,5 % pour les neuf premiers mois de 2011, contre 85,5 % à la même période de 2010. Cette augmentation des coûts en proportion des revenus s'explique essentiellement par les mêmes raisons que celles mentionnées dans l'analyse des résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation négatifs de 5,5 M\$ au troisième trimestre 2011, contre des flux positifs de 8,5 M\$ pour la même période de 2010 (tableau 8), soit un écart défavorable de 14,0 M\$, qui s'explique surtout par la baisse de 10,1 M\$ du bénéfice d'exploitation et par la hausse de 3,8 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Flux de trésorerie d'exploitation de 4,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 30,6 M\$ à la même période de 2010, soit une diminution de 26,6 M\$ (tableau 8). Cet écart est surtout attribuable à la baisse de 15,8 M\$ du bénéfice d'exploitation et à l'augmentation de 10,7 M\$ des acquisitions d'immobilisations expliquée dans ce dernier cas principalement par les investissements dans les nouvelles chaînes spécialisées.

Tableau 8 : Télédiffusion

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice d'exploitation	3,0 \$	13,1 \$	29,9 \$	45,7 \$
Acquisitions d'immobilisations	(7,1)	(3,3)	(22,5)	(11,8)
Acquisitions d'actifs incorporels	(1,4)	(1,3)	(3,4)	(4,1)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	—	—	—	0,8
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs	(5,5) \$	8,5 \$	4,0 \$	30,6 \$

Loisir et divertissement

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011

Revenus de 73,8 M\$, en baisse de 3,8 M\$ (-4,9 %) par rapport au troisième trimestre 2010.

- Baisse de 1,3 % des revenus de Groupe Archambault inc. (« Groupe Archambault ») qui s'explique surtout par :
 - la diminution de 7,7 % des ventes au détail due à la diminution des ventes de musique, de vidéos et de livres par rapport au troisième trimestre 2010.

Contrebalancée en partie par :

- une augmentation de 29,3 % des revenus de distribution, surtout attribuable aux nouvelles activités intercompagnies de distribution de DVD qui ont débuté en juin 2011.
- Baisse de 5,8 % des revenus du secteur Livres qui s'explique surtout par la réduction des ventes de manuels en édition scolaire destinés aux élèves des niveaux secondaires du Québec, due à la fin du processus actuel de réforme scolaire, et par la diminution des revenus d'édition en littérature générale, contrebalancées en partie par l'augmentation des revenus de diffusion auprès des grandes surfaces.

Bénéfice d'exploitation de 11,5 M\$, en baisse de 0,8 M\$ (-6,5 %) par rapport à la même période de 2010. Cet écart défavorable est surtout dû à l'impact de la baisse des revenus.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2011

Revenus de 206,7 M\$, en hausse de 1,8 M\$ (0,9 %).

- Hausse de 3,3 % des revenus de Groupe Archambault qui s'explique surtout par :
 - une croissance des ventes en production, due à des revenus plus élevés provenant de la production de disques et de spectacles, dont le succès obtenu avec la production du spectacle *Le retour de nos idoles* ;
 - une augmentation de 13,5 % des revenus de distribution, surtout attribuable aux nouvelles activités intercompagnies de distribution de DVD.

Contrebalancées en partie par :

- une diminution de 2,8 % des revenus de ventes au détail.
- Baisse de 0,8 % des revenus du secteur Livres qui s'explique principalement par la réduction des ventes de manuels en édition scolaire, due à la fin du processus actuel de réforme scolaire, contrebalancée en partie par l'augmentation des revenus de diffusion auprès des grandes surfaces.

Bénéfice d'exploitation de 19,0 M\$, contre 16,3 M\$ à la même période de 2010. Cet écart favorable de 2,7 M\$ (16,6 %) est surtout dû à l'impact de la hausse des revenus de Groupe Archambault et à l'augmentation de certaines contributions marginales de Groupe Archambault et du secteur Livres.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation de 7,9 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 9,8 M\$ à la même période de 2010 (tableau 9).

- Cet écart défavorable de 1,9 M\$ s'explique par la baisse de 0,8 M\$ du bénéfice d'exploitation et la hausse de 1,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Flux de trésorerie d'exploitation de 11,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 7,1 M\$ à la même période de 2010 (tableau 9).

- Cet écart favorable de 4,1 M\$ s'explique par la hausse de 2,7 M\$ du bénéfice d'exploitation et la baisse de 1,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Tableau 9 : Loisir et divertissement
Flux de trésorerie d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice d'exploitation	11,5 \$	12,3 \$	19,0 \$	16,3 \$
Acquisitions d'immobilisations	(2,4)	(0,8)	(4,0)	(3,4)
Acquisitions d'actifs incorporels	(1,2)	(1,7)	(3,8)	(5,8)
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs	7,9 \$	9,8 \$	11,2 \$	7,1 \$

Technologies et communications interactives

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2011

Revenus de 29,9 M\$, en hausse de 7,5 M\$ (33,5 %).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
 - la hausse des activités auprès de clients au Canada (générées, entre autres, par le transfert d'activités technologiques intercompagnies auparavant dans le secteur Médias d'information) et en Europe ;
 - l'impact de l'acquisition d'une agence de communication numérique aux États-Unis au troisième trimestre 2011 ;
 - une augmentation des activités auprès de clients gouvernementaux.

Bénéfice d'exploitation de 3,2 M\$, comparativement à 1,2 M\$ au troisième trimestre 2010. Cet écart favorable de 2,0 M\$ s'explique principalement par l'impact de la hausse des revenus.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2011

Revenus de 84,9 M\$, en hausse de 14,8 M\$ (21,1 %).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
 - la hausse des activités auprès de clients au Canada (générées entre autres par le transfert d'activités technologiques intercompagnies auparavant inscrites dans le secteur Médias d'information) et en Europe ;
 - l'impact de l'acquisition d'une agence de communication numérique au troisième trimestre 2011.

Contrebalancés partiellement par :

- un ralentissement des activités aux États-Unis ;
- une diminution des activités auprès de clients gouvernementaux.

Bénéfice d'exploitation de 5,4 M\$, en hausse de 1,9 M\$ (54,3 %) surtout en raison de l'impact favorable de l'augmentation des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 2,7 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 0,8 M\$ à la même période de 2010 (tableau 10).

- Cet écart favorable de 1,9 M\$ est principalement attribuable à la hausse du bénéfice d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation de 1,7 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 1,5 M\$ à la même période de 2010 (tableau 10).

- Cet écart favorable de 0,2 M\$ s'explique par la hausse de 1,9 M\$ du bénéfice d'exploitation, contrebalancée en partie par une augmentation de 1,7 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Tableau 10 : Technologies et communications interactives

Flux de trésorerie d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice d'exploitation	3,2 \$	1,2 \$	5,4 \$	3,5 \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,5)	(0,4)	(3,7)	(2,0)
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs	2,7 \$	0,8 \$	1,7 \$	1,5 \$

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Exploitation

Troisième trimestre 2011

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 380,2 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 293,3 M\$ à la même période de 2010.

- Cet écart favorable de 86,9 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart favorable de 91,4 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par la baisse des débiteurs dans les secteurs Médias d'information et Télédiffusion, dont la récupération des retards à la suite du règlement du conflit de travail de Postes Canada, ainsi que par l'écart favorable au chapitre des revenus différés dans le secteur Télécommunications ;
 - la baisse de 4,9 M\$ des impôts exigibles ;
 - la diminution de 4,0 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- la baisse de 12,3 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
- la hausse de 4,5 M\$ de la portion monétaire de la charge d'intérêt.

Neuf premiers mois de 2011

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 692,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 656,2 M\$ à la même période de 2010.

- Cet écart favorable de 36,2 M\$ s'explique surtout par :
 - l'écart favorable de 70,8 M\$ au chapitre des impôts exigibles.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse de 22,8 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliquée surtout par la baisse de la charge d'options d'achat d'actions de Quebecor ;
- l'augmentation de 7,8 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Fonds de roulement négatif de 113,0 M\$ au 30 septembre 2011, contre un fonds de roulement négatif de 44,9 M\$ au 31 décembre 2010 reflétant principalement l'impact de la diminution des espèces et quasi-espèces, contrebalancé par l'impact de la hausse des stocks.

Financement

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 251,2 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2011. Variation nette favorable de 253,1 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au cours des neuf premiers mois de 2011, la dette a augmenté pour les raisons suivantes :
 - l'émission par Vidéotron, le 5 juillet 2011, des billets de premier rang d'un montant en capital de 300,0 M\$ pour un produit net de 294,9 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,1 M\$. Ces billets portent intérêt à un taux de 6 7/8 %, payables semestriellement les 15 juin et 15 décembre, et viennent à échéance le 15 juillet 2021 ;
 - l'émission par Quebecor Media, le 5 janvier 2011, des billets de premier rang d'un montant en capital de 325,0 M\$ pour un produit net de 319,9 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,1 M\$. Ces billets portent intérêt à un taux de 7 3/8 %, payables semestriellement les 15 juin et 15 décembre, et viennent à échéance le 15 janvier 2021 ;

- l'impact défavorable du taux de change estimé à 88,8 M\$. La hausse liée à ce facteur est contrebalancée par une baisse du passif (ou une hausse de l'actif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisés sous « Instruments financiers dérivés » ;
- la hausse de 28,7 M\$ de la dette due à la variation défavorable de la juste valeur des dérivés incorporés, expliquée principalement par l'évolution des taux d'intérêt et des primes de crédit.

Au cours de la même période, les diminutions de la dette se résument comme suit :

- le remboursement et le retrait, le 18 juillet 2011, d'un montant en capital de 255,0 M\$US des billets de premier rang de Vidéotron portant intérêt à un taux de 6 7/8 % et échéant en 2014 ;
- le remboursement par anticipation le 15 février 2011 de la totalité des billets de premier rang en circulation de Corporation Sun Media d'un montant en capital global de 205,0 M\$US portant intérêt à un taux de 7 5/8 % et échéant en 2013 ;
- les remboursements courants totalisant 29,5 M\$ sur la facilité de crédit bancaire et autres de Quebecor Media.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un passif net de 451,2 M\$ au 31 décembre 2010 à un passif net de 198,1 M\$ au 30 septembre 2011. Cette variation favorable nette de 253,1 M\$ a été occasionnée principalement par :
 - le règlement des contrats de couverture par Vidéotron, à la suite du remboursement et du retrait, le 18 juillet 2011, d'un montant en capital de 255,0 M\$US des billets de premier rang de Vidéotron portant intérêt à un taux de 6 7/8 % ;
 - le règlement et la révocation des contrats de couverture par Corporation Sun Media, à la suite du remboursement par anticipation et le retrait, le 15 février 2011, de la totalité de ses billets de premier rang ;
 - l'écart favorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés ;
 - l'impact défavorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport à l'évolution aux États-Unis.
- Le 20 juillet 2011, Vidéotron a amendé sa facilité de crédit renouvelable de 575,0 M\$ afin de proroger son échéance d'avril 2012 à juillet 2016 et de modifier certains termes et conditions de cette facilité de crédit.
- Les conditions des débetures échangeables série 2001 et série Abitibi ont été modifiées respectivement en février et en juin 2011 afin de réduire le taux d'intérêt de 1,50 % à 0,10 % sur le montant nominal des débetures. Les autres conditions n'ont pas changé et demeurent applicables.
- En septembre 2011, la Société a racheté des débetures échangeables série 2001 d'un montant nominal de 135,0 M\$ pour une contrepartie nulle. Au 30 septembre 2011, le montant nominal total combiné lié aux deux séries de débetures échangeables en circulation était de 844,9 M\$.

Investissement

Troisième trimestre 2011

Acquisitions d'immobilisations de 208,8 M\$ au troisième trimestre 2011, comparativement à 191,0 M\$ à la même période de 2010. L'écart s'explique surtout par les investissements du secteur Télécommunications dans le réseau 4G et dans la modernisation de son réseau filaire.

Acquisitions d'actifs incorporels de 21,4 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 21,2 M\$ à la même période de 2010.

Acquisitions d'entreprises de 5,6 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 2,0 M\$ à la même période de 2010, soit une hausse de 3,6 M\$ surtout attribuable à l'impact de l'acquisition d'une agence de communication numérique aux États-Unis par le secteur Technologies et communications interactives.

Produit de l'aliénation d'éléments d'actif de 2,5 M\$ au troisième trimestre 2011, contre 2,3 M\$ à la même période de 2010.

Neuf premiers mois de 2011

Acquisitions d'immobilisations de 578,5 M\$, comparativement à 486,8 M\$ à la même période de 2010. L'écart s'explique par les mêmes raisons que celles mentionnées ci-dessus dans l'analyse du troisième trimestre 2011.

Acquisition d'actifs incorporels de 60,3 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2011, contre 65,6 M\$ à la même période de 2010.

Acquisitions d'entreprises de 55,7 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2011, contre 3,1 M\$ à la même période de 2010, soit une hausse de 52,6 M\$, surtout attribuable à l'acquisition de journaux régionaux dans le secteur Médias d'information au premier semestre 2011 et à l'acquisition d'une agence de communication numérique aux États-Unis par le secteur Technologies et communications interactives.

Produit de l'aliénation d'éléments d'actif de 7,5 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011, contre 49,6 M\$ à la même période de 2010. Cet écart provient essentiellement de la disposition de certains actifs corporels dans le secteur Médias d'information au deuxième trimestre 2010.

Situation financière au 30 septembre 2011

Liquidités disponibles nettes de 964,2 M\$ pour Quebecor Media et ses filiales détenues à part entière, soit une encaisse de 144,6 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 819,6 M\$.

Liquidités disponibles nettes de 77,2 M\$ pour Quebecor au niveau corporatif, soit un découvert bancaire de 1,1 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 78,3 M\$.

Dettes consolidées totalisant 3,88 G\$ au 30 septembre 2011, soit une hausse de 251,2 M\$. Variation nette favorable de 253,1 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (*cf* « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 1,89 G\$ de Vidéotron (1,79 G\$ au 31 décembre 2010), de 37,5 M\$ de Corporation Sun Media (240,0 M\$ au 31 décembre 2010), de 90,8 M\$ de Groupe TVA (93,9 M\$ au 31 décembre 2010), de 1,75 G\$ de Quebecor Media (1,40 G\$ au 31 décembre 2010) et de 107,2 M\$ de Quebecor (105,5 M\$ au 31 décembre 2010).

Au 30 septembre 2011, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 11
Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Quebecor
Période de 12 mois terminée les 30 septembre
(en millions de dollars canadiens)

2012	49,0	\$
2013	222,6	
2014	496,4	
2015	85,6	
2016	1 416,3	
2017 et ultérieurement	1 665,8	
Total	3 935,7	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Quebecor était d'environ 5,3 ans au 30 septembre 2011 (4,9 ans au 31 décembre 2010). La dette était constituée approximativement de 84,9 % de dettes à taux fixe (74,1 % au 31 décembre 2010) et de 15,1 % de dettes à taux variable (25,9 % au 31 décembre 2010).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler les engagements de fonds prévus en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de déboursés dans le cadre de la couverture des devises, de contribution conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de faire face aux échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société et ses filiales sont assujetties au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à leurs ententes de financement respectives. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation). Au 30 septembre 2011, la Société et ses filiales respectaient tous leurs ratios financiers et clauses financières restrictives de leurs conventions de financement.

Dividendes déclarés

- Le 8 novembre 2011, le conseil d'administration de Quebecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action sur les actions catégorie A à droits de vote multiples et sur les actions subalternes catégorie B comportant droit de vote. Ce dividende sera versé le 20 décembre 2011 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 25 novembre 2011.

Analyse du bilan consolidé au 30 septembre 2011

Tableau 12

Bilan consolidé de Quebecor

Analyse des principales variations entre les 30 septembre 2011 et 31 décembre 2010

(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2011	31 déc. 2010	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif				
Espèces et quasi-espèces et espèces et quasi-espèces en fiducie	152,8	\$ 248,0	\$ (95,2)	Utilisation nette des flux de trésorerie dans le cadre des activités d'investissement et de financement
Débiteurs	538,7	588,5	(49,8)	Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 075,6	2 812,9	262,7	Acquisition d'immobilisations (cf. « Investissements »), moins l'amortissement de la période
Écart d'acquisition	3 551,0	3 505,2	45,8	Impact d'acquisitions d'entreprises dans les secteurs Médias d'information et Technologies et communications interactives
Passif				
Créditeurs et frais courus, y compris les provisions	785,7	825,8	(40,1)	Incidence de la variation courante des activités
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	3 875,0	3 623,8	251,2	Cf. « Financement »
Instruments financiers dérivés nets ¹	198,1	451,2	(253,1)	Cf. « Financement »
Passif d'impôts différés nets ¹	524,6	431,9	92,7	Utilisation d'avantages fiscaux et réclamation d'allocation du coût en capital en excédent de l'amortissement comptable

¹ Passif à long terme moins l'actif à long terme.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2011, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements minimums exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 13.

Tableau 13
Obligations contractuelles de Quebecor au 30 septembre 2011
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	3 935,7 \$	49,0 \$	719,0 \$	1 501,9 \$	1 665,8 \$
Paiement d'intérêts ²	1 717,7	226,2	573,1	482,8	435,6
Contrats de location-exploitation	285,6	63,2	91,8	54,3	76,3
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	156,0	97,9	49,9	7,6	0,6
Instruments financiers dérivés ³	251,5	0,5	128,6	70,8	51,6
Total des obligations contractuelles	6 346,5 \$	436,8 \$	1 562,4 \$	2 117,4 \$	2 229,9 \$

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, les dérivés incorporés et les frais de financement.

² Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme, selon les taux d'intérêt en vigueur et taux d'intérêt des couvertures, et les taux de change des couvertures sur devises au 30 septembre 2011.

³ Estimation des déboursés futurs, déduction faite des encaissements futurs liés à la couverture des taux de conversion des devises des instruments financiers dérivés.

Le 1^{er} septembre 2011, Quebecor Media a conclu une entente avec la Ville de Québec selon laquelle elle obtient, pour une période de 25 ans, les droits de gestion et d'identification du futur amphithéâtre de Québec. L'engagement financier actuel de Quebecor Media pourrait augmenter advenant qu'une entente intervienne relativement à l'exploitation future d'une franchise de la LNH.

Instruments financiers

Quebecor et ses filiales disposent de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des comptes clients, des placements temporaires, des placements à long terme, de dettes bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de dettes à long terme et d'instruments financiers dérivés.

Au 30 septembre 2011, Quebecor Media se servait d'instruments financiers dérivés pour réduire les risques auxquels l'exposent les taux de change et d'intérêt. Elle a conclu des contrats de change à terme et des ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt pour couvrir le risque de change de la totalité de sa dette à long terme libellée en dollars U.S. En outre, Quebecor Media utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt pour gérer son risque lié aux variations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme.

De plus, Quebecor Media a conclu des contrats de change à terme pour couvrir, entre autres, ses achats planifiés en dollars U.S. de décodeurs numériques, de modems, d'appareils mobiles et d'autres équipements, dont ceux pour le réseau 4G du secteur Télécommunications. Elle a aussi conclu des contrats de change à terme pour couvrir des paiements contractuels futurs en euros.

Quebecor Media ne détient pas et n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises conclues par Quebecor Media comprennent une option qui permet à chaque partie de clore la transaction à une date spécifique, à la valeur de règlement ayant cours à ce moment.

La juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés au 30 septembre 2011 est présentée au tableau 14.

Tableau 14
Juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés
(en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2011		31 décembre 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur actif (passif)	Valeur comptable	Juste valeur actif (passif)
Dette à long terme ¹	(3 935,7) \$	(4 037,7) \$	(3 701,0) \$	(3 877,8) \$
Instruments financiers dérivés :				
Options de règlement anticipé	57,6	57,6	88,8	88,8
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(1,1)	(1,1)	(1,3)	(1,3)
Contrats à terme de devises	7,1	7,1	(2,4)	(2,4)
Ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt	(204,1)	(204,1)	(447,5)	(447,5)

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, les dérivés incorporés et les frais de financement.

La juste valeur estimative de la dette à long terme est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée au moyen de modèles d'évaluation qui projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et les facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours du taux de change à la fin de la période. La juste valeur constatée des instruments financiers dérivés est également rajustée pour refléter le risque de défaillance de crédit, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en appliquant une prime liée au risque de défaillance de crédit due à une exposition nette par la contrepartie ou la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés est déterminée selon les modèles d'évaluation des options, y compris les facteurs de volatilité et d'actualisation.

Les pertes (gains) sur évaluation et conversion des instruments financiers pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2011 sont résumés dans le tableau 15.

Tableau 15
Perte (gain) sur évaluation et conversion des instruments financiers
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Perte (gain) sur les dérivés incorporés et les instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas utilisée	33,6 \$	(76,6) \$	26,0 \$	(68,2) \$
Gain sur conversion des instruments financiers libellés en devises pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas utilisée	—	(1,7)	—	(3,9)
Perte (gain) sur la portion inefficace des relations de couverture de la juste valeur	0,8	(0,7)	1,9	2,4
	34,4 \$	(79,0) \$	27,9 \$	(69,7) \$

Des gains de 19,4 M\$ et de 13,4 M\$, respectivement au troisième trimestre 2011 et pour les neuf premiers mois de 2011, ont été inscrits aux autres éléments du résultat global, relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (perte de 7,7 M\$ et gain de 95,4 M\$ respectivement au troisième trimestre 2010 et pour les neuf premiers mois de 2010).

Opérations entre apparentés

Au cours du troisième trimestre 2011, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés apparentées pour un montant de 0,6 M\$ (0,9 M\$ à la même période de 2010) compris dans les coûts des ventes, frais de ventes et d'administration. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés apparentées pour un montant de 0,6 M\$ (0,6 M\$ au troisième trimestre 2010). Ces transactions ont été conclues et comptabilisées à la valeur d'échange.

Au cours des neuf premiers mois de 2011, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés apparentées pour un montant de 1,8 M\$ (2,1 M\$ à la même période de 2010) compris dans les coûts des ventes, frais de ventes et d'administration. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés apparentées pour un montant de 2,2 M\$ (2,6 M\$ pour les neuf premiers mois de 2010). Ces transactions ont été conclues et comptabilisées à la valeur d'échange.

Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 16 présente les données du capital-actions de la Société au 31 octobre 2011. De plus, 2 290 234 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 31 octobre 2011.

Tableau 16
Capital-actions
(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 31 octobre 2011	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A (comportant droits de vote multiples)	19 704 191	8,8 \$
Actions subalternes catégorie B (comportant droits de vote)	43 844 331	331,9 \$

Le 10 août 2011, la Société a déposé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 985 233 actions catégorie A (les « actions catégorie A ») représentant approximativement 5 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 4 453 304 actions catégorie B (les « actions catégorie B ») représentant approximativement 10 % des actions catégorie B détenues dans le public en date du 2 août 2011. Les rachats peuvent être effectués entre les 12 août 2011 et 10 août 2012, au cours du marché, sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto. Toutes les actions ainsi rachetées sont ou seront annulées.

Au cours du troisième trimestre de 2011, la Société a racheté et annulé 738 500 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 24,0 M\$. L'excédent de 18,4 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis.

Développements récents en comptabilité au Canada

Tel qu'indiqué à la note 1 des états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2011, la Société a adopté les IFRS le 1^{er} janvier 2011. Les données financières de 2010 ont été redressées en conséquence.

Modifications aux conventions et estimations comptables déterminantes

Tel que mentionné plus haut, la Société a adopté le cadre conceptuel des IFRS pour ses conventions comptables au 1^{er} janvier 2011. Les modifications aux conventions et estimations comptables déterminantes, résultant de l'adoption des IFRS, et leurs impacts sur les estimations comptables sont décrits dans la section « Modifications aux conventions et estimations comptables déterminantes » du rapport de gestion de la Société pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2011, disponible sur <www.sedar.com> et <www.quebecor.com>.

Nouvelles prises de position en matière de comptabilité

Les nouvelles normes suivantes n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société et les impacts sur les états financiers consolidés lors de leur adoption n'ont pas encore été déterminés :

Nouvelles normes et normes amendées	Changements prévus aux normes actuelles
<p><i>IFRS 9 – Instruments financiers</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)</p>	<p>L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39, <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i>. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation.</p>
<p><i>IFRS 10 – États financiers consolidés</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)</p>	<p>L'IFRS 10 a remplacé le SIC 12, <i>Consolidation – Entités ad hoc</i>, et une partie de l'IAS 27, <i>États financiers consolidés et individuels</i>. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.</p>
<p><i>IFRS 11 – Accords conjoints</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)</p>	<p>L'IFRS 11 a remplacé l'IAS 31, <i>Participations dans des coentreprises</i>. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations contractuels, et non sur la forme juridique de l'accord. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. Selon la nouvelle norme, ces participations doivent être comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.</p>
<p><i>IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans les autres entités</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)</p>	<p>L'IFRS 12 est une nouvelle norme intégrée relatives aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.</p>
<p><i>IAS 19 – Avantages du personnel (y compris les régimes de retraite) (Révisée)</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec application rétrospective)</p>	<p>Les changements à l'IAS 19 impliquent, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état des résultats. L'IAS 19 introduit également une approche de coût net financier qui remplace le rendement prévu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre de prestations définies par une composante unique de coût net d'intérêt calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés devront être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne pourront plus être répartis sur des périodes de service futures.</p>

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2011, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie desdits documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Quebecor Media de continuer à déployer et à développer son nouveau réseau 4G et l'offre de service mobile qui en découle ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Quebecor Media sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux et de la télévision ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Quebecor est active, y compris la concurrence provenant d'autres moyens de transmission de programmations et de contenus ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui changeraient le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de produits de Quebecor Media ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour la mise en place de son réseau 4G ou pour le développement de solutions technologiques alternatives ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Quebecor ;
- la capacité de Quebecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- la capacité de Quebecor Media de restructurer avec succès les activités de son secteur Médias d'information afin d'en optimiser l'efficacité dans un contexte de bouleversement de l'industrie des journaux ;
- les interruptions de service sur le réseau de Quebecor Media par lequel sont offerts les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie, et la capacité de Quebecor Media de protéger son réseau contre les attaques de pirates informatiques ;
- les conflits de travail ou les grèves ;

- les changements dans la capacité de Quebecor Media d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leur interprétation, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences de Quebecor Media sur ses marchés, ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Quebecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Quebecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Quebecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 9 novembre 2011 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 9 novembre 2011

QUEBECOR INC. ET SES FILIALES

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2011			2010			2009	
	30 sept. (1)	30 juin (1)	31 mars (1)	31 déc. (1)	30 sept. (1)	30 juin (1)	31 mars (1)	31 déc. (2)
Exploitation								
Revenus	1 014,8 \$	1 053,4 \$	990,5 \$	1 088,1 \$	969,9 \$	994,0 \$	948,1 \$	1 032,2 \$
Bénéfice d'exploitation	319,7	358,5	294,3	359,1	332,0	351,9	290,4	387,6
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	40,0	60,0	35,9	58,2	56,1	62,9	43,4	84,0
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(16,3)	(2,3)	5,2	(10,0)	32,1	(1,5)	0,2	2,0
Éléments inhabituels	2,4	(2,5)	(6,8)	(1,6)	(5,2)	(0,6)	(8,7)	(12,2)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	26,1	55,2	34,3	46,6	83,0	60,8	34,9	73,8
Données par action de base								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,63 \$	0,93 \$	0,56 \$	0,90 \$	0,87 \$	0,98 \$	0,67 \$	1,31 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,26)	(0,03)	0,08	(0,16)	0,50	(0,02)	-	0,03
Éléments inhabituels	0,04	(0,04)	(0,11)	(0,02)	(0,08)	(0,01)	(0,13)	(0,19)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,41	0,86	0,53	0,72	1,29	0,95	0,54	1,15
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	63,9	64,3	64,3	64,3	64,3	64,3	64,3	64,3
Données par action diluée								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,61 \$	0,92 \$	0,55 \$	0,88 \$	0,86 \$	0,96 \$	0,66 \$	1,28 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,25)	(0,03)	0,08	(0,16)	0,50	(0,02)	-	0,03
Éléments inhabituels	0,04	(0,04)	(0,11)	(0,02)	(0,08)	(0,01)	(0,13)	(0,19)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,40	0,85	0,52	0,70	1,28	0,93	0,53	1,12
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	64,5	65,0	65,0	65,0	65,0	64,9	64,8	64,7

(1) Les données financières pour les périodes de 2011 et de 2010 sont présentées conformément aux IFRS. Se référer à la note 17 « Transition aux IFRS » dans les états financiers consolidés résumés du troisième trimestre 2011.

(2) Les données financières pour les périodes de 2009 sont présentées conformément aux PCGR du Canada.